

« L'HOMME EST UN LOUP POUR L'HOMME »

## L'adaptation économique à la raréfaction du pétrole



L'opinion publique occidentale ne prend plus guère au sérieux la perspective tant de fois annoncée d'un épuisement des ressources pétrolières. Mais s'il y aura encore longtemps du pétrole, il atteindra rapidement un coût très élevé et ne sera pas disponible en quantités suffisantes pour satisfaire la croissance économique mondiale. La transition vers d'autres sources d'énergie demandera de difficiles adaptations et motive déjà les guerres de ressources entreprises par la Coalition.

page 2

### Réécrire le congrès du Ba'as

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Le congrès du Ba'as syrien s'est ouvert à Damas. Il devrait être marqué par l'adoption de mesures ouvrant progressivement le régime. Toutefois, dans la presse, rares sont les analyses allant dans ce sens. Les opinions sont moins dictées par une vision objective du déroulement du congrès que par la nécessité de justifier des opérations à venir. Pour les opposants syriens proches de Washington, les États-Unis doivent se tenir prêts à intervenir.

page 6

REPÈRE : 10 JUIN 1944

### Oradour-sur-Glane, ville martyre

En représailles à la mort de deux de ses soldats lors du dynamitage d'un pont par la Résistance, le général Lammerding ordonne la destruction du village d'Oradour-sur-Glane. 120 jeunes SS, qui se sont déjà illustrés dans la répression sur le front de l'Est, tuent méthodiquement 642 habitants en les brûlant dans des granges et une église.

Lors du procès, qui suivra en 1953, le général est absent ; il coule des jours paisibles à Düsseldorf. Parmi les 21 prévenus présents, 14 sont Français, la plupart déclarant avoir été enrôlés de force dans la SS.

Surtout, le secret est maintenu sur l'identité du milicien qui guida les SS : Jean Filliol. Celui-ci avait été le « tueur » du complot de la Cagoule dans les années 30. Après-guerre, il s'était réfugié dans l'Espagne de Franco où, selon l'enquête de Michel Bar-Zohar, il aurait travaillé pour une filiale de L'Oréal. ■



### BUSINESS DU KIDNAPPING EN IRAK

Marie Jeanne Ion, Sorin Miscoci et Ovidiu Ohanesian, les trois journalistes roumains qui ont été détenus en otages en Irak durant 55 jours avant d'être finalement libérés le 22 mai 2005, n'avaient pas été kidnappés par la Résistance, mais par un homme d'affaires à la double nationalité syrienne et roumaine, Omar Hayssam. Celui-ci avait organisé leur enlèvement avec l'aide de Mohammed Munaf, leur guide irako-états-unien sur place, afin de se poser ensuite en libérateur et d'échapper ainsi à des poursuites judiciaires pour crime organisé et délinquance financière en Roumanie, a expliqué le président roumain Traian Basescu. Ce dernier a ajouté que le plan d'Hayssam avait échoué, les otages se retrouvant finalement entre les mains d'un groupe plus dangereux et devant être libérés par les services roumains. Enfin, le président Basescu a exhorté ses compatriotes à ne pas se rendre en Irak sans bonne raison pour cela. ■

« L'homme est un loup pour l'homme »

# L'adaptation économique à la raréfaction du pétrole

**L'opinion publique occidentale ne prend plus guère au sérieux la perspective tant de fois annoncée d'un épuisement des ressources pétrolières. Mais s'il y aura encore longtemps du pétrole, il atteindra rapidement un coût très élevé et ne sera pas disponible en quantités suffisantes pour satisfaire la croissance économique mondiale. La transition vers d'autres sources d'énergie demandera de difficiles adaptations et motive déjà les guerres de ressources entreprises par la Coalition.**



La prise de conscience, dans les années 70, d'un possible épuisement des réserves mondiales de pétrole a fourni des arguments à divers courants philosophiques pour justifier leur morale. Pour les malthusianistes du Club de Rome, l'idéologie de la croissance conduit l'humanité à sa perte. À défaut de pouvoir modifier la civilisation industrielle, il faut en limiter la population. Mais la découverte de nouveaux gisements (en Mer du nord notamment) et la mise au point de techniques d'exploitation plus performantes ont repoussé les limites et ridiculisé les prophètes de malheur. Aussi, lorsqu'aujourd'hui ce problème se rappelle aux décideurs politiques, l'opinion publique échaudée n'y prend plus garde.

Les sources fossiles d'énergie (charbon, pétrole, gaz) sont limitées sur Terre et l'on ne sait qu'approximativement quelles réserves exploitables il peut encore rester. Vu que la considération dont jouissent certains États dans les institutions internationales et dans les bourses est proportionnelle à la capacité

pétrolière qu'on leur attribue, chacun à intérêt à surévaluer son patrimoine, et à le surévaluer encore lorsque ses rivaux se hissent à sa hauteur. Bref les chiffres officiels sont notoirement faux : ils ne représentent pas des relevés objectifs, mais participent à un jeu de poker-menteur entre États et compagnies pétrolières. L'évaluation est d'autant plus difficile qu'il existe plusieurs qualités de pétrole dont l'addition n'a pas de sens. Par commodité, on distingue un pétrole conventionnel, facile à extraire et à raffiner, et un pétrole non-conventionnel dont l'exploitation est plus ou moins intéressante. Les économistes soulignent qu'en vertu du principe de l'offre et de la demande, des gisements dont l'exploitation est aujourd'hui trop onéreuse deviendront rentables lorsque le prix du brut aura monté. Mais les techniciens font observer que, quel que soit le prix de vente, certains gisements ne seront jamais exploités parce qu'il faudrait pour cela utiliser plus d'énergie que celle libérée par les hydrocarbures produits. Ici, la loi du marché trouve ses limites dans la thermodynamique.

Quoi qu'il en soit, si l'on ignore les quantités de pétrole non-conventionnel exploitables, les experts font une évaluation du volume restant de pétrole conventionnel. Celui-ci n'exéderait pas la contenance du lac de Genève. C'est dire que, compte tenu de la croissance économique et de l'augmentation permanente de la demande qu'elle suscite, nous aurons épuisé cette qualité de pétrole d'ici quatre à cinq ans. Nous entrerons dans une période où cette source d'énergie sera définitivement plus chère.

Pour désigner le moment où la production atteint son apogée, au-delà duquel s'ouvre la crise pétrolière, on parle de « Peak Oil » (pic pétrolier). De nombreux chercheurs ont tenté d'en définir la date avec précision. Toutefois ce concept n'a guère de sens au niveau général. Si l'on peut objectivement parler d'un « pic » de production pour un puits déterminé, on ne peut en dire autant pour un marché. De nombreux gisements ont déjà atteint leur pic de production, beaucoup sont définitivement taris. Cependant, ce concept recouvre une réalité précise : pour le moment, les réserves de pétrole de qualité sont de plus en plus onéreuses à exploiter et les prix montent. Bientôt, même en y mettant le prix, la production sera inférieure à la demande. Nous entrerons alors dans une économie de pénurie.

Cela ne changera pas grand chose aux profits des compagnies pétrolières qui récupéreront sur les marges ce qu'elles perdent en volume. Mais il n'y aura pas assez de carburant pour les transports et l'industrie, y compris l'industrie agro-alimentaire. Il faudra donc se tourner vers d'autres sources d'énergie et s'y adapter. Contrairement à ce que laissent entendre certaines expressions, il n'y a pas d'énergies alternatives au pétrole, mais des sources d'énergie alternatives : toutes les énergies sont équivalentes, mais on ne peut faire fonctionner un avion avec des panneaux solaires, ni fabriquer des engrais avec une éolienne. Dans de nombreux usages, le gaz (lui aussi limité à terme) remplacera avantagement le pétrole [1]. Cela bouleversera les flux commerciaux car si l'on transporte facilement du pétrole en super-tankers, on ne peut multiplier les méthanières et, pour les grands volumes, on doit se borner aux gazoducs. Les États-Unis, qui n'ont pas de gaz chez eux, ni chez leurs voisins immédiats, ne pourront pas en importer, tandis que l'Europe occidentale sera approvisionnée par la Russie. Une perspective qui induit de profonds changements d'alliances.

Bien plus que le niveau de développement industriel, ce sont les modes de vie qui déterminent la consommation d'énergie par pays. Les États-Uniens consomment ainsi deux fois plus d'énergie par habitant que les Européens. Ils l'utilisent principalement pour leurs transports. C'est pourquoi l'approvisionnement du pays en pétrole est devenu la priorité de l'administration Bush [2]. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. a mandaté le vice-président Dick Cheney pour conduire une étude de fond et déterminer des choix politiques. Le rapport public de son groupe de travail a manifestement été édulcoré [3] et un conflit oppose l'administration présidentielle au Congrès à ce propos.

Le mot d'ordre de la Maison-Blanche est que le mode de vie des États-Uniens n'est pas négociable [4]. Il faut donc être en mesure d'approvisionner en pétrole le marché intérieur tant que les avions, camions, voitures etc. actuels seront en circulation, et il faut fabriquer de nouveaux moyens de transports adaptés à d'autres sources d'énergie pour prendre progressivement la relève. Sachant que la durée de vie d'un véhicule est de l'ordre d'une vingtaine d'années, les États-Unis devront bientôt confisquer tout le pétrole conventionnel restant et une partie du pétrole non-conventionnel. Sans parler de l'usage massif du pétrole en agriculture (engrais et pesticides) pour lequel il sera difficile de mettre en œuvre des techniques de substitution.

L'impréparation des économies développées à cette crise de transition est patente. Les réflexions de leaders écologistes sur l'abandon des transports individuels au profit des transports collectifs relèvent de la morale individuelle, pas de la politique générale. Il n'y aura pas plus d'essence pour les autobus que pour les cabriolets, mais il y aura peut être de l'électricité pour des voitures individuelles. Il faudra par contre restructurer des pans entiers de l'économie globale. Par exemple, il ne sera plus rentable de délocaliser dans des pays éloignés la fabrication de pièces détachées d'un produit donné. Ou encore, il faudra abandonner en France la cotation des produits alimentaires à Rungis, qui suppose de les transporter tous sur ce marché, puis de les transporter à nouveau vers les lieux de consommation.

Le « pic pétrolier », ou plutôt le début de la pénurie, n'est peut être que pour dans quelques années, mais les guerres de ressources ont déjà commencé. En prenant le contrôle de l'Afghanistan et en installant des bases dans les pays alentours [5] les Anglo-Américains se sont assurés de disposer d'un couloir d'évacuation avant d'investir massivement dans l'exploitation du pétrole de la Caspienne. En colonisant l'Irak, ils ont fait main basse sur une partie des réserves du Golfe, et ils tournent maintenant leurs yeux vers l'Iran.

Au fil du temps, la « doctrine Kissinger » change de sens. Dans les années 70, il s'agissait de contrôler l'accès aux ressources naturelles pour disposer d'un moyen de pression sur l'ensemble des économies développées et pour prélever à la source le maximum de commissions. Aujourd'hui, ce contrôle a pour but d'accaparer ces ressources, de sorte qu'elles ne seront pas achetées par le plus offrant, mais utilisées par celui qui les a conquises. D'enjeux, elles deviennent butin.

Dans un tel contexte, les seuls autres États qui pourront maintenir et accroître

leur niveau de vie sont ceux qui disposent de leurs propres sources d'énergie, qu'il s'agisse de ressources naturelles (le gaz du Qatar, le pétrole de la Russie, etc.) ou non (le nucléaire de la France). Les autres traverseront des crises d'adaptation qui ne trouveront de solutions qu'avec le progrès technique.

### **Thierry Meyssan**

*Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.*

---

[1] « [L'avenir du gaz naturel](#) » par Arthur Lopic, *Voltaire*, 18 mars 2005.

[2] « [Odeurs de pétrole à la Maison-Blanche](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 14 décembre 2001.

[3] « [Les ombres du rapport Cheney](#) » par Arthur Lopic, *Voltaire*, 30 mars 2004.

[4] « [Dick Cheney, le pic pétrolier et le compte à rebours final](#) » par Kjell Aleklett, *Voltaire*, 9 mars 2005.

[5] Voir par exemple « [Le despote ouzbek s'achète une respectabilité](#) », par Arthur Lopic, *Voltaire*, 4 avril 2004.

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---

# Réécrire le congrès du Ba'as

## Analyse

Un an après avoir réalisé un exercice baptisé « **Aurore noire** » simulant les effets d'une attaque nucléaire sur le siège de l'OTAN, l'ex-sénateur Sam Nunn réitère la même opération de propagande devant l'Assemblée parlementaire de l'alliance atlantique. Il est à nouveau question d'une organisation terroriste de type Al Qaïda frappant le cœur des institutions atlantiques, provoquant la mort de nombreux civils et une crise économique et environnementale majeure.

M. Nunn analyse les conséquences de leur « jeu de guerre » avec Pierre Lellouche, président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, dans *l'International Herald Tribune*. Pour eux, « Aurore noire » a démontré que l'Europe n'était pas prête à faire face à la menace terroriste. Ils préconisent donc un renforcement des mesures de sécurité entourant les sites nucléaires en Europe et dans le monde. Ce qui est visé ici, c'est avant tout les installations nucléaires de l'ex-URSS dont Washington veut limiter le nombre.

Dans *Le Figaro*, les très atlantistes président de la Commission européenne et vice-président chargé des questions de Sécurité et de Justice, José Manuel Barroso et Franco Frattini, livrent leur plan pour la sécurité en Europe.

Insistant eux aussi sur la menace terroriste qui pèserait sur le continent, ils se réjouissent des résultats communs et appellent au renforcement des instruments de luttes anti-terroristes. C'est-à-dire à l'alignement des procédures judiciaires européennes sur le *Patriot Act* états-unien.

Dans les deux cas, la lutte anti-terroriste sert à justifier des décisions souhaitées par Washington. Cette problématique peut cependant être retournée. Ainsi, dans une interview à *Die Welt*, le ministre pakistanais de l'Intérieur, Aftab Khan Sherpao, fait l'apologie de la lutte anti-terroriste dans son pays. Insistant sur le parfait comportement de son pays sur ce point, il estime qu'Islamabad doit être récompensé via une aide économique.

Au Liban, les élections législatives se poursuivent et prendront fin le 19 juin. Il est particulièrement difficile de comprendre les logiques qui animent les différents partis et les jeux d'alliances entre groupes communautaires, ceux-ci différent, en effet, considérablement selon les régions.

Dans une interview à *La Repubblica*, reprise en russe par *Inopressa*, Saad Hariri, fils de l'ancien Premier ministre assassiné Rafic Hariri, se réjouit de sa victoire dans la région de Beyrouth et se porte candidat au poste de Premier ministre. Il dénonce l'influence de la Syrie au Liban et s'en prend au président Émile Lahoud, qu'il accuse implicitement d'être complice de l'assassinat de son père. Ceci alors que Mme veuve Hariri vient d'être élue sous l'étiquette du Hezbollah, pourtant accusé d'être pro-syrien.

La campagne électorale a été marquée par l'assassinat du journaliste franco-libanais Samir Kassir, le 2 juin à Beyrouth. Journaliste à l'esprit libre, il avait pris des positions fortes contre Damas, mais aussi contre Israël et de nombreux mouvements politiques au Liban. Il avait donc beaucoup d'ennemis. Pourtant, en France, ce n'est que son engagement anti-syrien qui est rappelé dans la presse. À nouveau, bien qu'il n'y ait pas de preuves, et comme dans le cas de l'assassinat de Rafic Hariri, Damas est mis sur le banc médiatique des accusés. De façon surprenante, la France n'a exigé aucune explication au gouvernement libanais bien qu'il s'agisse d'un de ses ressortissants. Washington avait tout d'abord demandé que l'enquête internationale sur la mort de Rafic Hariri porte également sur celle de Samir Kassir. Mais cette demande a été retirée du texte condamnant cet assassinat, voté à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 7 juin.

Quoi qu'il en soit, pour Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des Pays Arabes et ancien porte-parole des milices chrétiennes libanaises lors du massacre de Sabra et Chatilla, la culpabilité syrienne dans ces attentats ne fait aucun doute. Dans *Le Figaro*, il appelle à l'organisation de purges dans le pays pour chasser les hommes politiques ou les fonctionnaires qui auraient eu des liens avec Damas. Plus ambiguë, la responsable du CCIPPP, la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien, Nahla Chahal, dénonce ce crime sans nommer les coupables dans *Le Monde*. Uniquement désignés par le pronom « ils », les assassins sont cependant présentés de telles façons que pour le lecteur du *Monde* ayant lu de nombreux articles fustigeant la responsabilité syrienne, l'identité des coupables ne fasse pas de doute.

Dans le même temps, à Damas s'ouvrait le dixième congrès du Ba'as syrien, le parti de Bachar El-Assad. À cette occasion, *The Independent* publie des extraits du discours inaugural du président syrien. Dans ce passage, Bachar El Assad s'en prend, sans les nommer, aux États-Unis qui utilisent les nouvelles technologies et l'information pour déstabiliser son pays et les autres États arabes. Il en appelle à un retour à l'unité arabe comme moyen de défense. Le Congrès du Ba'as devrait surtout être marqué par l'adoption de deux motions ouvrant le régime progressivement. Il est question notamment d'une légalisation des partis politiques suivant un processus de validation long (ce qui devrait permettre d'avoir une prochaine élection présidentielle pluraliste mais sans parti d'opposition déjà capable de faire campagne). On parle aussi d'une réforme de la censure qui échapperait désormais au ministère de l'Intérieur pour reposer sur l'accord unanime de l'ensemble du Conseil des ministres (ce qui la rendrait difficilement applicable). Cela devrait s'accompagner de

réformes économiques. Ainsi, ces réformes posent les bases d'une accélération de la démocratisation du régime syrien sans heurter la vieille garde des collaborateurs de feu Hafez El Assad.

Rares sont cependant les analystes à partager ce point de vue. Concernant ce congrès, les opinions sont moins dictées par une vision objective de son déroulement que par la nécessité de justifier des opérations à venir.

Le journal libanais anglophone, le *Daily Star*, donne la parole à deux analystes syriens aux vues opposés sur cette question. Pour Ziad Haidar, Damas est actuellement en train de mettre en place un processus de transition qui vise à séparer le Ba'as et l'État sans déstabiliser le pays. Au contraire, pour le romancier et collaborateur de la Brookings Institution, Ammar Abdulhamid, on ne peut rien attendre du Ba'as. Il s'agit d'un parti corrompu qui a échoué à tous les niveaux et que les Syriens doivent renverser.

Dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune*, le journaliste et écrivain syrien, Yassin al-Haj Saleh, estime pour sa part que le Ba'as ne prendra que des réformes cosmétiques, mais que rien ne changera vraiment. Toutefois, il craint qu'un renversement de Bachar El Assad ne déstabilise le pays et il appelle Washington à la prudence dans son action.

Pour le président du Reform Party of Syria, une organisation satellite de la NED/CIA, Farid N. Ghadry, il n'est, au contraire, plus temps de temporiser. Le pouvoir syrien est aux abois et la Syrie est dans une situation pré-révolutionnaire. Il donne encore six mois à Bachar El-Assad avant de tomber. Dans le *Washington Times*, il appelle donc Washington à se tenir prêt à placer ses hommes le moment venu.

Réseau Voltaire

## Pierre Lellouche, Sam Nunn



Pierre Lellouche est député UMP de Paris, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

### « Faire une répétition de l'impensable »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « Now in rehearsal, the unthinkable », par Sam Nunn et Pierre Lellouche, *International Herald Tribune*, 31 mai 2005.

Mardi, nous pratiquons un exercice appelé « Aube noire » devant l'assemblée parlementaire de l'OTAN. Dans cette simulation, un réseau terroriste jihadiste a acquis une bombe sale et l'a faite exploser devant les portes du Quartier général de l'OTAN. Plus de 300 représentants des pays de l'alliance atlantique assistent à l'exercice retraçant cette impensable tragédie : des centaines de milliers de victimes, des tensions économiques sévères et des souffrances environnementales et sociétales graves.

Dans ce scénario catastrophe, deux vérités fondamentales sont évidentes : le terrorisme catastrophique peut et doit être empêché et l'Europe peut et doit faire plus dans ce domaine. Bien que fictif, le scénario de « Aube noire » est





Sam Nunn est ancien président de la commission de la défense du Sénat et coprésident de la Nuclear Threat Initiative.

basé sur des faits du monde réel. Les groupes terroristes radicaux, cherchant à frapper des cibles en Europe et aux États-Unis et à acquérir de l'uranium enrichi, existent. Or, on en trouve, rien qu'en Europe, dans une cinquantaine de laboratoires de recherche, parfois bien peu sûrs.

Nous n'avons pas fait assez, des deux côtés de l'Atlantique, pour empêcher ce scénario. En 1993, les États-Unis ont mis en place un système visant à sécuriser les installations russes, mais il n'est pas suffisant. De même l'initiative globale de réduction des menaces ne va pas assez loin. Il faut que les pays du G8 payent ce qu'ils se sont engagés à verser pour sécuriser ou détruire du matériel nucléaire en Europe et dans le monde. L'Europe doit développer les organisations multilatérales contre le terrorisme et les États-Unis et l'Union européenne doivent se rapprocher pour lutter contre le terrorisme.

## Franco Frattini, José Manuel Durao Barroso



Ancien ministre italien des Affaires étrangères dans le gouvernement de Silvio Berlusconi (2002-2004), Franco Frattini est vice-président de la Commission européenne chargé du dossier Justice, liberté et sécurité.



José Manuel Durao Barroso est Premier ministre du Portugal.

### « Quel partenariat pour le renouveau européen ? »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « Quel partenariat pour le renouveau européen ? », par José Manuel Barroso et Franco Frattini, *Le Figaro*, 31 mai 2005.

Nous vivons une période de changement et c'est pourquoi la Commission européenne a appelé à la conclusion d'un partenariat pour le renouveau européen. C'est dans cette perspective que la Commission a élaboré son programme de travail pour les cinq années à venir.

Le premier objectif de ce partenariat est la prospérité. La Commission a relancé la stratégie de Lisbonne en faveur de la croissance et de l'emploi. Cette stratégie libérera le potentiel de dynamisme économique que recèle l'Europe. La réalisation du deuxième objectif stratégique, la solidarité, passe également par une action renouvelée : il s'agit de mettre en œuvre des politiques de cohésion permettant de réduire l'écart entre riches et pauvres. Aujourd'hui, la Commission s'efforce de promouvoir la sécurité, troisième objectif stratégique. En novembre 2004, le Conseil européen a approuvé un programme de grande envergure, le programme de La Haye, qui vise à renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'ensemble de l'Union. Par des efforts communs, nous pourrions plus aisément mettre en œuvre une politique d'immigration et d'asile efficace, ainsi que défendre efficacement nos concitoyens contre la menace mondiale du terrorisme et du crime organisé.

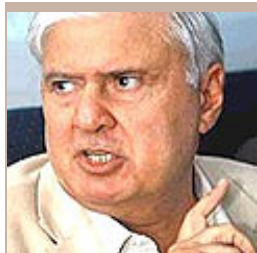
La Commission vient de présenter un nouveau plan d'action qui transcrit le programme de La Haye en étapes et mesures concrètes avec dix priorités pour répondre aux questions et problèmes fondamentaux inhérents à la liberté, à la sécurité et à la justice qui influent sur le quotidien de chacun. Nous espérons que les États membres avaliseront ce plan d'action dans les semaines à venir. Il y a quelques années encore, des domaines comme la justice, la lutte contre le terrorisme et la criminalité internationale organisée étaient du ressort des États membres, mais les attentats du 11 septembre 2001 ou du 11 mars 2004 ont

démontré que la seule réponse possible à de telles menaces était une action commune. Les premières mesures comme le mandat d'arrêt européen ont démontré leur efficacité.

Prochainement, les dix nouveaux membres de l'Union européenne feront disparaître leurs frontières intérieures et géreront leurs frontières sur une base intégrée. Pour les visas, nous proposons la création de centres communs chargés d'examiner les demandes. Avec le livre vert sur l'immigration, nous avons lancé un processus de consultation de la société civile sur le traitement à réserver à l'immigration économique légale au niveau européen. Chaque État doit avoir conscience que ses décisions influenceront sur les autres et il faut mettre en place une politique commune qui lutte fermement contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains. Il ne faut pas non plus négliger la délicate question de l'intégration des populations immigrées.

La politique de sécurité commune doit s'accompagner d'une politique garantissant les droits des individus. Nous proposerons la création d'une nouvelle agence pour les droits fondamentaux en 2005. Celle-ci dotera l'Europe d'un nouvel outil de défense et de promotion de ces droits. Notre nouveau plan d'action n'est pas un simple projet bureaucratique. Il repose sur un examen approfondi des réalités. Le Parlement européen et les États membres, les parlements nationaux, les pouvoirs publics à tous les niveaux, les partenaires sociaux et la société civile dans son ensemble doivent être pleinement associés.

## Aftab Khan Sherpao



Aftab Khan Sherpao est ministre pakistanais de l'Intérieur.

### « Une guerre dans laquelle on ne connaît pas son adversaire »

Source : Die Welt (Allemagne)

Référence : « Kein Krieg, in dem man den Gegner kennt », par Aftab Khan Sherpao, *Die Welt*, 7 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

20 personnes sont mortes dans un attentat le 27 mai à Islamabad, lors d'une manifestation religieuse rassemblant plusieurs milliers de personnes. On ne peut pas contrôler tout le monde. Le travail accompli par nos services depuis le 11 septembre 2001 est remarquable, car de nombreux membres d'Al Qaïda se sont infiltrés au Pakistan. Sans nos efforts, la situation serait pire qu'en Afghanistan.

Nous avons mené de nombreuses opérations secrètes. Les mauvaises nouvelles sont publiques, pas les bonnes. Nous avons brisé Al Qaïda. Leur réseau n'est plus opérationnel, nous avons neutralisé plusieurs cadres de haut rang. Ce que nous faisons, nous ne le faisons pas pour les États-Unis, mais pour la sécurité de notre pays et pour l'islam. Les musulmans se font des soucis à propos du terrorisme, comme tous les autres. Quand des membres d'Al Qaïda viennent au Pakistan, certains restent en province, d'autres vont dans les villes car ils pensent que c'est plus sûr. Khaled Sheikh Mohammed a été arrêté à Rawalpindi, où il vivait. Nous en avons arrêté d'autres à Peshawar, à Karachi, à Lahore et ailleurs. Il ne s'agit pas d'une guerre dans laquelle on connaît l'adversaire. Nous surveillons les Talibans qui ont été identifiés par le gouvernement afghan,



## Antoine Basbous



Antoine Basbous est le fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes à Paris. Il est l'auteur de *L'Arabie saoudite en guerre*.

### « La difficile convalescence du Liban »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « La difficile convalescence du Liban », par Antoine Basbous, *Le Figaro*, 6 juin 2005.

L'assassinat de Samir Kassir, un brillant intellectuel et un militant de la liberté dans un monde arabe qui réprime tant cette valeur, a endeuillé le Liban.

Participant au « Printemps de Beyrouth », il était resté insensible à la terreur des services de sécurité syro-libanais. Sa plume n'a pas tremblé, malgré un harcèlement moral constant, alors que la majorité de la classe politique libanaise s'était mise aux ordres du « gauleiter » syrien.

La réaction soulevée par l'assassinat de Rafic Hariri, le 14 février dernier, lui a donné, ainsi qu'à tout un peuple, l'espoir de voir rétablis l'indépendance, la liberté, la démocratie et un État de droit. Il rêvait aussi de voir les Syriens se débarrasser du règne du Ba'as. Tous ceux qui pensaient que la Syrie s'était retirée du Liban doivent désormais réviser leur jugement. Les services de renseignement syriens sont toujours présents et les administrations libanaises sont toujours truffées d'agents.

Le salut du Liban est incompatible avec son régime archaïque et pollué. Il faut une réforme structurelle radicale. Car en effet le système actuel repose sur une corruption généralisée et sur un appareil sécuritaire que le président de la République a conçu et mis en place depuis quinze ans, en tant que chef de l'armée, puis en tant que président, profitant de son appartenance à la communauté chrétienne. Le temps est venu de réduire cette anomalie d'un communautarisme non régulé, en introduisant une dose de représentation nationale, fondée sur le mérite des élites et non sur l'appartenance communautaire des citoyens. Il faut former des partis transcommunautaires et moderniser la vie politique. Pour cela, il faut se débarrasser de l'argent syrien investi dans la classe politique et des collaborateurs de Damas. Pour cela, il faudrait constituer un État de droite et une justice indépendante.

Avant d'arriver à de telles réformes fondamentales, il convient de surveiller l'essentiel : que le retour à l'indépendance et à la démocratie ne soit pas entravé par des crimes et une déstabilisation commis par les services de renseignements. Il est donc impératif que le « directoire international » informel, constitué autour de Paris, Washington, Riyad et Le Caire, agissant sous le contrôle du secrétaire général de l'ONU, continue à garder un œil vigilant sur le pays du Cèdre.

Le Liban est un pays convalescent dont la démocratisation peut servir de moteur pour les pays de la région. Il faudrait que Samir Kassir soit le dernier apôtre de la liberté assassiné. Le Levant manque d'intellectuels de sa trempe ; courageux, porteurs de modernité et qui osent défier les appareils sécuritaires. Il faut tourner la page de la terreur, pour permettre aux Libanais de poursuivre leur marche vers la liberté et la démocratie. Et permettre, demain, aux Syriens de sortir du système totalitaire.

## Nahla Chahal

Nahla Chahal est sociologue, professeur associé à l'université Saint-Esprit de Kaslik, à Beyrouth, et chroniqueuse au quotidien *Al Hayat* de Londres. Elle est membre de la CCIPPP, la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien.

### « A Samir Kassir, qu'"ils" ont tué pour ne pas perdre pied »

Source : Le Monde (France)

Référence : « A Samir Kassir, qu'"ils" ont tué pour ne pas perdre pied », par Nahla Chahal, *Le Monde*, 6 juin 2005.

Samir Kassir et moi nous sommes souvent affrontés, parfois violemment. Mais une tout autre violence vient d'emporter Samir Kassir. Et, ainsi, il devient mon ami. Sa mort vise à faire taire tout le monde via la terreur. L'assassinat de Samir Kassir est surtout révélateur de la situation insoutenable de ceux qui ont décidé de l'éliminer. "Ils" perdent pied : sous les feux croisés de la pression américaine, d'une part, et du ras-le-bol populaire, de l'autre.

"Ils" ne parviennent pas à décoder les limites de la pression américaine et à identifier ses exigences. "Ils" se retournent contre leurs "sujets" pour leur signifier une totale intolérance à l'égard de leur turbulence, quelle qu'elle soit. En Égypte, il y a quelques jours, les autorités ont monnayé et commandité des voyous, lâchés sur les manifestants du mouvement Kifaya, qui signifie « ça suffit ». Les femmes étaient leur cible de prédilection. En plus, évidemment, des coups, l'objectif était de les dénuder. Littéralement. Pour humilier, terroriser et retenir. Cela ne marche pas, mais « ils » n'ont pas d'autres moyens.

L'Irak n'est-il qu'un exemple précurseur ? Pour éviter que ce champ de ruines ne s'étale vers d'autres lieux, c'est aujourd'hui qu'il faut dire "non !" et jeter les bases d'une vie politique où la terreur n'a pas sa place. C'est le seul moyen de freiner cette descente aux enfers.

## Bachar El Assad



Bachar El Assad est le président syrien.

### « Nos ennemis visent la destruction de l'identité arabe »

Source : The Independent (Royaume-Uni)

Référence : « 'Our enemies aim at the destruction of Arab identity' », par Bachar El Assad, *The Independent*, 8 juin 2005. Ce texte est adapté du discours d'ouverture du 10ième Congrès du parti Ba'as syrien à Damas.

Depuis le dernier congrès du Ba'as en 2000, le monde a vu des événements politiques importants qui ont poussé les citoyens arabes à réexaminer leurs idées et leurs convictions. Cela nous a plongés dans l'incertitude et la confusion. Cela est arrivé au milieu d'un flot d'informations et d'idées qui nous sont parvenus via les nouvelles technologies de communication. Cette révolution a affecté les théories, les styles de vie et les identités culturelles arabes. Cela a

semé le trouble dans notre jeunesse.

Les forces derrière ces événements ont créé une réalité virtuelle qui nous oriente dans la direction choisie par d'autres. Cela mène à la fin de l'identité arabe, culturellement, politiquement et moralement. Nous sommes vaincus avant même d'avoir combattu. L'objectif est la destruction de l'identité arabe qui fait notre cohésion. En tant que membres du parti Ba'as, nous devons redoubler d'efforts intellectuels pour renforcer notre existence nationale et protéger notre identité culturelle tout en accélérant notre développement. Il ne s'agit pas d'objectifs antinomiques.

## Ziad Haidar

Ziad Haidar est un  
analyste syrien.

### « Il faut s'attendre à des changements très pondérés au congrès du Ba'as »

Source : Daily Star (Liban)

Référence : « Expect very leisurely change from the Baath congress », par Ziad Haidar, *Daily Star*, 6 juin 2005.

Alors que commence le dixième Congrès du Ba'as syrien, il y a peu d'accords sur ce qui va advenir ou ce que sera le statut de la Syrie ensuite. Quand **Bachar El Assad** est arrivé au pouvoir en 2000, il était évident qu'il suivrait la politique de son père en la modernisant. Aujourd'hui, la situation est plus floue.

La Syrie n'a plus de relations diplomatiques avec les États-Unis depuis le rappel de l'ambassadeur des États-Unis. L'avenir des relations avec l'Europe est vague et même **Jacques Chirac** ne semble pas pressé de les relancer. La Syrie a dû se retirer du Liban alors même que les États arabes parlent d'une normalisation de leurs relations avec Israël.

Il y a trois scénarios possibles lors de ce congrès :

- ▶ Un « coup d'État blanc » : Bachar El Assad remplacera les responsables politiques et économiques du pays et lancera une grande campagne anti-corruption pour assoir son pouvoir.
- ▶ Une ouverture économique et politique s'accompagnant d'une transformation de la structure du Ba'as.
- ▶ Des changements seulement cosmétiques.

L'opposition estime que le troisième scénario est le plus probable, mais en réalité c'est le second scénario qui est le plus crédible. En effet, l'ouverture ne va pas à l'encontre de la primauté du Ba'as garanti par l'article 8 de la constitution. Condamné par l'opposition, beaucoup trouvent que cet article a l'avantage de stabiliser le pays tout en permettant une ouverture progressive du système politique. Les partis d'opposition ne pourront pas se présenter en utilisant des agendas raciaux, religieux ou ethniques.

Ce congrès devrait marquer le début de la séparation entre le parti et l'État.

## Ammar Abdulhamid



Romancier syrien vivant à Damas, Ammar Abdulhamid est coordinateur du Tharwa Project et chercheur au Saban Center for Middle East policy de la Brookings Institution.

### « Quelques réflexions sur un événement mondain du Ba'as »

Source : Daily Star (Liban)

Référence : « Some thoughts on a mundane Baath event », par Ammar Abdulhamid, *Daily Star*, 6 juin 2005.

La Syrie résonne des rumeurs concernant le Congrès du Ba'as et sur une possible ouverture du régime dans le pays. En réalité, ce congrès sera l'occasion pour notre « sage dirigeant » de donner un tour de vis supplémentaire. Après tout, cela fait des mois qu'il n'a pas commis de faux pas et dans ce domaine, il ne nous a jamais déçus. Mieux vaut en rire, c'est tout ce qui reste à faire face à ceux qui croient encore que le changement peut venir des élites corrompues du Ba'as.

Les échecs du Ba'as sont nombreux. Il n'est pas parvenu à préserver l'intégrité territoriale du pays en 1967. Il a perdu le Golan et n'est jamais parvenu à le récupérer, par des moyens politiques ou autres. Il n'est jamais parvenu à construire un système éducatif et de santé performant. Il n'est pas parvenu à assurer la paix sociale entre communautés. Comment un parti avec un tel bilan pourrait-il être la solution ?

Le congrès du Ba'as n'apportera rien. Malheureusement, les Syriens craignent le chaos qu'engendrerait le changement. Toutefois, le congrès rendra l'échec du Ba'as si évident qu'il devrait amorcer sa fin. Les Syriens doivent prendre l'initiative.

## Yassin al-Haj Saleh

Journaliste et écrivain syrien, Yassin al-Haj Saleh a été prisonnier dans son pays de 1980 à 1996.

### « Ne précipitez pas la révolution »

Source : International Herald Tribune (France)

, New York Times (États-Unis)

Référence : « Don't Rush the Revolution », par Yassin al-Haj Saleh, *New York Times*, 4 juin 2005.

« Syria : Don't rush the revolution », *International Herald Tribune*, 6 juin 2005

Lundi, le parti Ba'as de Syrie a commencé son dixième congrès. C'est le deuxième depuis que **Bachar El Assad** a pris le pouvoir en 2000, mais c'est le premier depuis la chute du Ba'as irakien. Ce congrès déterminera grandement l'avenir de la Syrie, vers l'ouverture ou le replis sur soi. Aujourd'hui, après le retrait du Liban obtenu grâce à la pression internationale, le pouvoir syrien vacille. Le régime a perdu un satellite et du prestige. Toutefois, après s'être retiré du Liban, le gouvernement Assad a repris un peu pied. Or, plus il se sent fort, moins il fait de concessions.

En mars, l'ambassadeur syrien aux États-Unis avait promis que d'ici juillet il n'y

aurait plus de prisonniers politiques en Syrie. Je doute qu'aujourd'hui il répèterait cette promesse. D'après les organisations de défense des Droits de l'homme, il reste 1500 prisonniers politiques en Syrie et depuis mars, 40 personnes ont été arrêtées. En tant qu'ex-prisonnier pendant 16 ans, je suis sceptique concernant les intentions du pouvoir syrien.

Le congrès pourrait décider d'ouvrir les élections aux autres partis, mais la constitution continuerait de lui accorder la suprématie. Une telle modification ne serait que cosmétique. Personne ne s'attend à une levée de l'état d'urgence qui garantit le pouvoir du Ba'as. Paradoxalement, les pressions internationales affaiblissent le régime mais renforcent l'entourage de Bachar El Assad et le président syrien contre les anciens alliés de son père. Il va sans doute profiter du congrès pour se débarrasser de certains d'entre eux. Mais pour cela, il devra s'engager personnellement en faveur du parti unique et donner des garanties aux forces de sécurité. C'est cette attitude qui pose un obstacle aux réformes, pas la vieille garde.

Cependant, les Syriens refusent une influence étrangère qui conduirait leur pays au même chaos qu'en Irak. Il faut des pressions internationales pour contraindre la Syrie à changer en mettant en place des sanctions économiques. La rétrocession du Golan pourrait servir de monnaie d'échange en cas de bon comportement. N'oublions pas que les changements de régime sont faciles mais que ce n'est pas le cas de la stabilisation d'un pays.

## Farid N. Ghadry



Citoyen états-unien d'origine syrienne et ancien employé de l'entreprise d'armement états-unienne EG&G, Farid N. Ghadry est président du Reform Party of Syria (RPS), un parti formé peu de temps après le 11 septembre et dont une délégation était présente lors de la célébration des 20 ans de la National Endowment for Democracy.

### « Le temps du changement en Syrie »

Source : Washington Times (États-Unis)

Référence : « Time for change in Syria », par Farid N. Ghadry, *Washington Times*, 1er juin 2005.

Les révolutions naissent via la conjonction de différents facteurs. D'après le professeur Jonathan Adelman, il y en a trois :

- ▶ L'intelligentsia doit commencer à dénoncer les politiques du régime. C'est ce qui se passe en Syrie depuis six mois.
- ▶ L'économie ne doit pas bien fonctionner. Or, depuis le Syria Accountability Act, l'économie syrienne est en crise.
- ▶ Les élites doivent se diviser. Or, les Allaouites commencent à penser que leur soutien aveugle au régime de **Bachar El Assad** est contre-productif. De même, les élites économiques sunnites s'inquiète de la politique de Damas.

D'après le professeur Jack Goldstone, il faut deux éléments supplémentaires : une absence de mobilité des jeunes et la naissance d'une autorité duale. Les jeunes restent en Syrie mais sont de plus en plus mécontents. Il n'y a pas encore de division du pouvoir car les services de renseignement syriens font peur. Pour l'instant, il n'y a pas d'émergence d'une autorité rivale à celle de Bachar El Assad, mais le jour où la population commencera à s'exprimer, ce sera la fin du régime de Damas.

Les États-Unis doivent se tenir prêts à gérer une révolution en Syrie dans les six mois et éviter qu'elle ne ressemble à celle de 1979 en Iran.